



# Sous les Alpes, le plus grand gazoduc de Suisse

## HYDROCARBURES

La Confédération veut tourner le dos aux énergies fossiles. Mais alors que le gaz naturel grignote les parts du mazout, le secteur rappelle son rôle stratégique en dévoilant les souterrains qu'il exploite

ADRIÀ BUDRY CARBÓ, OBERGESTELN  
@AdriaBudry

«Si vous voulez faire de la contrebande, c'est par là. Il n'y a pas une douane jusqu'à l'Italie.» Dans les anxiogènes couloirs du gazoduc Transigas, le ton est à la plaisanterie. Il faut dire qu'avant de tomber sur un poste de contrôle italien, les apprentis trafiquants devraient marcher quelque 40 kilomètres dans le froid et la semi-obscurité, parfois sur des pentes glissantes et abruptes. C'est sous 100 mètres de roche, au cœur des Alpes, que passe le plus grand gazoduc de Suisse. Il coupe le pays en deux sur 296 kilomètres de conduits.

A l'occasion de ses 50 ans, Gaznat a exceptionnellement ouvert vendredi les portes de l'entée alpine du gazoduc, à Obergesteln (dans le Haut-Valais), à une poignée de journalistes. L'occasion pour la société qui gère l'approvisionnement et la distribution du gaz naturel en Suisse romande de rappeler son rôle stratégique. Le gazoduc Transigas, qui connecte les marchés allemand, suisse et italien, possède une capacité de transport énergétique équivalente à la production de 25 centrales nucléaires, selon Gaznat.

### «Verdir» les énergies fossiles

Une donnée qui à son importance alors que la Suisse doit se passer de l'atome et s'est engagée à diminuer ses importations d'hydrocarbures dans le cadre de sa Stratégie énergétique 2050. «Au vu des blocages sur les fermes éoliennes, les énergies renouvelables ne suffiront pas à assurer l'approvisionnement de la Suisse. On pourrait très vite avoir un problème pour atteindre les objectifs», assure René Bautz, directeur de Gaznat.

C'est que la Confédération a décidé de tourner le dos à l'ensemble des énergies fossiles, y compris le gaz naturel, qui émet moitié moins de dioxyde de carbone que le pétrole. Irréalisable, à en croire le secteur gazier, qui en appelle aux chiffres: le gaz naturel représente 14% du mix énergétique de la Suisse, contre près de 50% pour le pétrole. «La demande ne va pas disparaître. Il faudra bien trouver une façon de verdir les énergies actuelles», insiste René Bautz, en évoquant le développement de techniques pour capturer et valoriser le gaz carbonique.

### Les gazoducs de l'histoire

Le développement du secteur gazier suit les grandes lignes de l'histoire. Avec le choc pétrolier de 1973, la Confédération réalise qu'il est temps de diminuer sa dépendance au pétrole. Ouvriers italiens



**14%**  
Le gaz naturel représente 14% du mix énergétique de la Suisse, contre près de 50% pour le pétrole.

Le gazoduc Transigas relie le nord et le sud de l'Europe en coupant à travers les Alpes. (SEDIRIK MEMETHI POUR LE TEMPS)

et suisses creusent la roche alpine afin de se connecter aux champs gaziers du nord de l'Europe nouvellement découverts. Les pôles urbains lémaniques sont depuis reliés grâce à des dizaines de kilomètres de conduites posées au fond du lac, jusqu'à 310 mètres de profondeur. Un record mondial à l'époque, dont le contrôle technique s'effectuait avec le sous-marin de Jacques Piccard.

Le réseau se développe rapidement, mais jusque dans les années 1990, les fournisseurs se comptent sur les doigts d'une main. La découverte de gisements en Algérie et le développement de bateaux transportant du gaz liquéfié rendent le marché beaucoup plus volatil. En

### «La demande ne va pas disparaître. Il faudra bien trouver une façon de verdir les énergies actuelles»

RENÉ BAUTZ, DIRECTEUR DE GAZNAT

Suisse, le report des consommateurs du mazout vers le gaz naturel est manifeste. Depuis 1975, la consommation du premier a diminué de 60%, selon les données fournies par l'Union pétrolière. Ces dernières années, alors que

les investissements pétroliers semblaient bloqués par la faiblesse du prix du baril, les infrastructures gazières n'ont cessé de se développer. Le gazoduc trans-alpin (ou TAP) sera inauguré en 2020 et permettra de relier le gaz zéni au marché italien. Historiquement, le nord de l'Europe envoyait du gaz vers le sud. Mais, alors que l'Allemagne devra aussi se passer de ses centrales nucléaires, les flux pourraient s'inverser. La société qui exploite les conduites sous les Alpes suisses a d'ailleurs réalisé des travaux d'anticipation: depuis le 1er octobre dernier, le gazoduc est désormais une autoroute pouvant être parcourue dans les deux sens. Contactée par *Le Temps*, l'Union

pétrolière pointe le «rôle hypocrite» des autorités publiques, qui louent les renouvelables mais tirent, via leurs services industriels, des bénéfices d'autres énergies fossiles. «Elles cherchent à maintenir les revenus liés à la vente du gaz – qui dégage six fois plus de méthane que le mazout – et subventionnent par exemple le remplacement de chaufferies», critique David Suchet, porte-parole romand de la fédération des importateurs, qui y voit une contradiction avec les objectifs climatiques approuvés par le peuple suisse en mai 2017. Le lobby pétrolier rappelle aussi que, pour les régions périphériques, sans raccordement, le gaz n'est pas une solution, alors que le mazout peut être stocké n'importe où. La Confédération impose d'ailleurs aux importateurs de constituer 4,5 mois de réserves de produits pétroliers pour remédier à une pénurie.

### «Inconnue de la demande énergétique»

Gaznat doit contribuer financièrement aux réserves pétrolières, mais n'a pas les mêmes obligations pour le gaz naturel. Elle dispose pour l'instant d'un petit réservoir à Etraz (en France voisine) permettant de stocker entre 20 et 30 jours de consommation. Des forages de reconnaissance sont prévus dans le massif du Grimsel pour constituer une deuxième réserve. «Aujourd'hui, nous opérons avec l'inconnu de la demande énergétique, justifie René Bautz. Mais il sera de plus en plus difficile de piloter l'offre.» Et donc de s'assurer d'acheter au bon moment et au meilleur prix.

D'autres acteurs du secteur sont plus radicaux quant à la transition énergétique. «Le charbon, le pétrole et le gaz vont disparaître. Dans cet ordre-là. A terme, c'est de l'hydrogène qui circulera dans ces pipelines.» Le sanctuaire des Alpes n'est pas près de laisser la place aux contrebandiers. ■

# Un fonds immobilier genevois épinglé par la Finma

**FINANCE** L'Autorité de surveillance des marchés s'intéresse à l'activité de Valres, fonds actif dans l'immobilier romand dont la banque J. Safra Sarasin est dépositaire. Objet de l'enquête: des commissions litigieuses versées à un proche de l'ancien directeur général du fonds

Son nom veut dire «valeurs responsables». Le fonds d'investissement Valres, qui investit notamment dans des projets immobiliers à Genève, voit son image et son cours de bourse écornés depuis l'ouverture d'une procédure dite d'enforcement par la Finma.

L'enquête vise la société ainsi que son ancien directeur général Ralph Kattan. Le gendarme financier s'intéresse à des commissions litigieuses versées à une société «apparemment proche» de ce dernier lors d'acquisitions immobilières réalisées entre août 2016 et janvier 2017, selon un communiqué publié le 26 septembre sur le site de Valres.

Le fonds est impliqué dans plusieurs projets. Il a notamment investi dans un complexe immobilier à Satigny (GE), avec espaces commerciaux et appartements à la clé. Première livraison: fin 2018. Il a également piloté la construction de cinq logements à Dardagny (GE). La Finma indique que la valeur du parc immobilier, qui se chiffre à plus de 351 millions de francs, n'est pas mise en cause dans le cadre de l'investigation. «La question est de savoir si les dispositions en matière de surveillance ont été violées au cours du processus», précise un porte-parole de l'agence.

### «Pour le bien de l'entreprise»

Ces soupçons ont poussé Ralph Kattan à quitter immédiatement son poste de directeur général de Valres. «Etant donné que la procédure était également dirigée contre lui personnellement, M. Kattan a décidé, pour le bien de la société, de renoncer à ses fonctions opérationnelles

ainsi qu'à ses droits de signature, indique Johnny Rodrigues, désormais à la tête de l'entreprise. Mais il reste administrateur, car il s'agit du fondateur de la société et les investisseurs qui ont souscrit dans le fonds le connaissent.»

Un chargé d'enquête de l'étude Schellenberg Wittmer s'est récemment rendu dans les locaux de Valres, place du Molard, pour saisir des documents. Son analyse aboutira à la rédaction d'un rapport adressé au gendarme financier. L'entreprise a-t-elle fauté? Des membres de la direction étaient-ils au courant?

«Après vérification en interne, nous n'avons procédé à aucun versement en faveur d'une société citée comme proche de M. Ralph Kattan, assure Johnny Rodrigues. Si quelque chose a été fait en dehors de la structure, nous n'avons aucun moyen de contrôle sur ces éléments.» Le flou subsiste concernant le ou les bénéficiaires des commissions, ainsi que leur montant.

Contacté, Ralph Kattan assure «collaborer pleinement avec les autorités compétentes». Le Ministère public genevois s'intéresse également aux agissements du fondateur de Valres. En juin 2017, une procédure pénale a été ouverte à son encontre au titre de soustraction d'objets mis sous la main de l'autorité et de corruption passive en relation avec les commissions litigieuses. Il lui est également reproché d'avoir produit des faux documents dans le cadre de l'instruction de la procédure pénale, mais sans relation avec les fameux versements. Sollicité par *Le Temps*, le parquet invoque le secret de l'instruction.

Depuis ces événements, Valres est sous pression. A partir du 24 septembre, date de l'ouverture de l'enquête par la Finma, le cours de l'action a baissé de 8,37% sur le SIX Swiss Exchange. De quoi inquiéter certains investisseurs? Dépositaire de Valres, la banque J. Safra Sarasin serait la source de l'essen-

tiel des sommes investies dans le fonds, soit via ses clients, soit via la banque elle-même, selon une source qui connaît bien l'affaire. L'établissement bancaire évoque pour sa part un «litige qui concerne exclusivement Valres Fund Management.»

### Réputation fragilisée

L'enquête fragilise la réputation de l'entreprise. Cependant, Johnny Rodrigues montre toutefois confiance: «On n'a pas assisté à un stress du côté des investisseurs. Il n'y a pas eu de demandes de rachat de parts. Par ailleurs, nous avons pu rapidement démontrer à la Finma que la situation était sous contrôle et que tous les aspects opérationnels sont maîtrisés.» Il attend désormais le résultat de l'enquête, dont la durée n'est pas encore connue. ■

FLORIAN DELARCI  
@Florandel